

## RAPPORT GLOBAL D'ALMA - 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2025

**(Passer à l'action pour éliminer le paludisme et stimuler la croissance économique et le développement)**

### Introduction

La lutte contre le paludisme a atteint un point critique sur le continent africain. La maladie se monte à 270 millions de cas par an, dont 594 000 mortels, principalement parmi les enfants âgés de moins de 5 ans. Une véritable tempête de défis exacerbe la situation, de la chute du financement à la résistance biologique, aux déplacements de populations, aux inondations et à la hausse des températures liées au changement climatique, sans compter les coûts accrus des nouvelles technologies et de l'exécution des programmes.

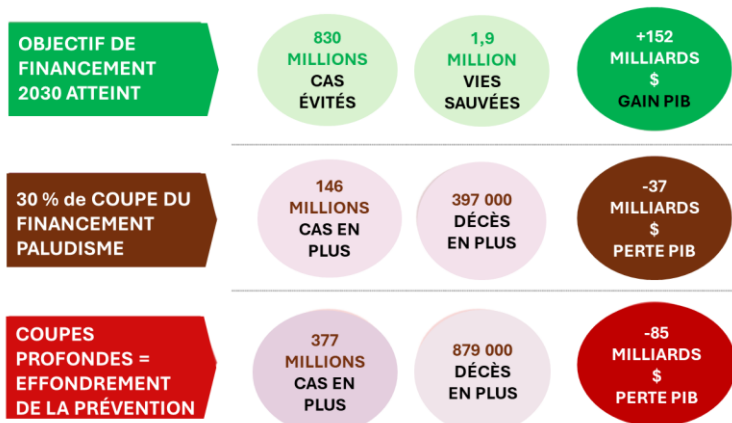
### Le coût du recul

En collaboration avec l'organisation Malaria No More UK, ALMA a dressé un rapport du coût que représenterait un relâchement de la lutte contre le paludisme. Les conclusions donnent à réfléchir : un recul, par rapport à l'objectif d'élimination du paludisme à l'horizon 2030, donnera lieu à des conséquences immédiates et dévastatrices pour l'économie africaine. Les coupes de financement déjà annoncées, et les perturbations qui en découlent au niveau de l'aide des partenaires, seront la cause de 146 millions de cas de paludisme supplémentaires et de 397 000 décès en plus.

Les coûts économiques sont tout aussi alarmants, avec une chute du PIB africain chiffrée à 37 milliards de dollars américains et des exportations Afrique-G7 en perte de plus de 400 millions de dollars américains. Pire encore, l'Afrique manquera l'occasion d'un dividende démographique, du fait d'une perte de gains futurs des jeunes du continent évaluée à plus de 1,5 milliard de dollars américains.

Si les pays ne parviennent pas à soutenir leurs activités de prévention (dans le pire des cas), l'impact sera catastrophique — faisant chuter de 85 milliards de dollars américains le PIB d'Afrique et accroissant de près d'un million le nombre de décès d'ici à 2030.

#### LE COÛT D'UN REcul : DES MILLIARDS AMPUTÉS DU PIB A VENIR



### Données probantes

**MEMBRES**  
Algérie  
Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
République centrafricaine  
Cap-Vert  
Tchad  
Comores  
République du Congo  
Côte d'Ivoire  
République démocratique du Congo  
Djibouti  
Égypte  
Guinée équatoriale  
Érythrée  
Eswatini  
Éthiopie  
Gabon  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Libye  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Maurice  
Mozambique  
Maroc  
Namibie  
Niger  
Nigeria  
Rwanda  
République arabe sahraouie démocratique  
São Tomé et Príncipe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Afrique du Sud  
Soudan  
Soudan du Sud  
Gambie  
Togo  
Tunisie  
Ouganda  
République-Unie de Tanzanie  
Zambie  
Zimbabwe

Il est clair que les plans à brève et moyenne échéance devront jeter de solides bases de pérennité, à travers de robustes systèmes de soins de santé primaires, dotés de l'expertise requise et tirant parti de la technologie pour renforcer l'efficacité, l'efficience et l'exploitation économique des ressources afin d'assurer la redevabilité et de maximiser l'impact.

Les plans de pérennité devront :

1. Cerner clairement le financement de la lutte contre le paludisme au moyen d'accords bilatéraux avec les pays bailleurs de fonds
2. Indiquer les niveaux de renouvellement du Fonds mondial
3. Mobiliser toutes les parties prenantes — ministères, secteur privé, société civile, groupes religieux et dirigeants coutumiers —, à travers la campagne Zéro Palu ! Je m'engage, suivie de la création de conseils et fonds pour l'élimination du paludisme, ainsi que de Corps des jeunes
4. Prioriser toutes les voies de financement national, y compris les allocations budgétaires, les taxes sur les produits nocifs, les fonds pour l'élimination du paludisme, etc.
5. Accroître la prévention pour alléger la charge de la maladie et réduire les coûts d'intervention, avec alignement sur le cadre catalytique, l'Agenda de Lusaka, la Déclaration de Yaoundé et le « Big Push » pour mettre fin au paludisme

Avec l'aide de systèmes de santé résilients, nous sommes heureux de fournir aux pays des orientations aptes à faciliter l'élaboration de ces plans critiques de pérennité.

### **Excellent retour sur investissement**

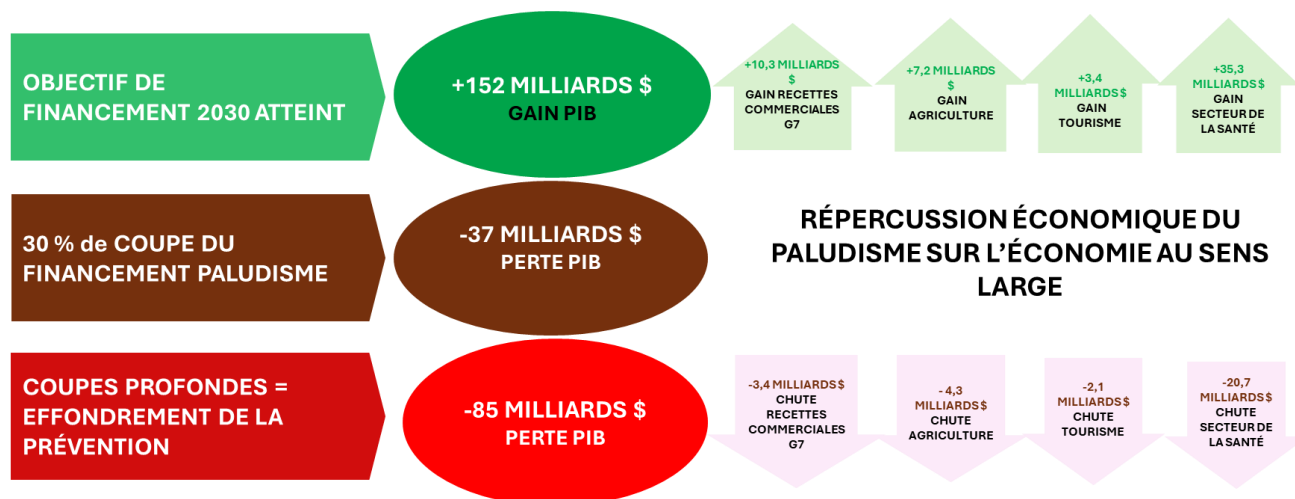
Le bon type d'investissements stratégiques dans la lutte contre le paludisme, conformes aux objectifs 2030 de l'Afrique, représente l'un des facteurs de croissance économique les plus efficaces pour notre continent.

- Fort de tels investissements, le continent éviterait 830 millions de cas et la perte de 1,9 million de vie. Les économies d'Afrique en seraient en outre stimulées, à hauteur de 152 milliards de dollars américains de PIB.
- Les échanges commerciaux avec le G7 en bénéficieraient aussi, avec une croissance des recettes d'exportation chiffrée à 10,3 milliards de dollars américains.
- Nous préserverions du reste 34,2 milliards de dollars américains de gains futurs en gardant nos enfants en bonne santé et scolarisés.

L'Afrique a la possibilité d'éliminer le paludisme et de s'assurer ainsi un avenir où nos pays produiront une hausse de 2,5 trillions de dollars américains du PIB à l'horizon 2040.

### **Analyse profonde des impacts sectoriels**

En collaboration avec Management Sciences for Health, sur base des données de l'OMS et de l'initiative Malaria Atlas Project, l'impact sur les dépenses et recettes des principaux secteurs a pu être évalué.



L'image qui en ressort renforce le solide argument en faveur d'une approche multisectorielle, garante de participation de chaque ministère et de chaque partie prenante à la lutte pour le contrôle et l'élimination du paludisme.

## Conclusion

Les données sont claires. Le financement de la lutte contre le paludisme est un investissement propice à la croissance, aux échanges commerciaux et à l'épanouissement des jeunes, qui nous aidera à atteindre « l'Afrique que nous voulons ». Les avantages en seront ressentis sur tout le continent, au bénéfice aussi de nos partenaires de développement et commerciaux aux quatre coins du monde. Dans son allocution à l'AGNU en septembre dernier, sur le thème « Mieux ensemble », le Président-Avocat Duma Gideon Boko, président d'ALMA, a déclaré : « Notre vision est claire ... Nous tendons la main aux entreprises, aux innovateurs et aux institutions prêts à nous accompagner sur ce chemin de la transformation. »

L'Afrique est prête !